

LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

*Monnaie,
par Jacques Duboin.*

Chômage et monnaie.

Réflexions et suggestions.

*De la coupe aux lèvres,
par André Prime.*

*La révolution programmée,
par Djémil Kessous.*

*Avancées des sciences
et des techniques,
par René Marlin.*

Les thèses distributistes.

***« J'aborde en tremblant un sujet
mystérieux : celui de l'argent.
Seuls les initiés ont le droit de
pénétrer dans son domaine...***

***A condition toutefois de n'en
pas parler au public, car cela ne
le regarde pas ! »***

Jacques Duboin.

N° 934 - juin 1994

En 1955, Jacques Duboin a compris que toute l'adaptation, tellement nécessaire, de notre système économique aux conditions qui sont celles du XXème siècle, passe d'abord par celles des mécanismes de la création monétaire. Mais que c'est difficile de le faire comprendre, alors que la plupart des gens en ignorent tout... et que le sujet est tabou !

Pour que ses contemporains aient enfin "les yeux ouverts", il entreprend la rédaction d'un livre, dont voici un des textes préparatoires, inédit, que je viens de retrouver.

M-L D.

Monnaie

par Jacques Duboin

J'aborde en tremblant un sujet mystérieux : celui de l'argent. Seuls les initiés ont le droit de pénétrer dans son domaine. A condition toutefois de n'en pas parler au public, car cela ne le regarde pas !

Et le public l'a si bien compris qu'il s'en désintéresse. Il appelle l'argent : le pèze, le pognon, la galette, la braise, le grisbi, le fric. Il sait qu'il faut en avoir le plus possible et éviter d'en perdre. Mais d'où sort-il ? Qui le fabrique ? A-t-il toujours existé ? Qui l'a inventé ? Le bon Dieu, le diable ? Quand est-il apparu sur la terre ? Voilà des questions qu'on ne se pose pas, et les poser à quelqu'un c'est presque commettre une indiscretion.

Les partis politiques s'occupent-ils de la monnaie ? Jamais ! A droite, elle est d'essence divine. A gauche, c'est un phénomène de la nature : en tous cas, il est impossible d'en avoir sans la prendre à quelqu'un. Hier M. Pierre Cot, dans le débat sur le Fonds National Vieillesse, a, du haut de la tribune, jeté un regard apitoyé sur M. Ramadier en disant : « *la plus belle fille du monde... Où voulez-vous que j'en prenne ?* ».

Alors on dit : « *L'argent est rare* ». « *Ils sont tous fauchés* » dit le détaillant au marché, en parlant de ses clients. « *Je fais travailler mon argent* » dit celui qui vit de ses rentes.

A droite, on dit « *Il devient bien difficile de faire travailler son argent* » car il paraît que l'argent n'aime plus travailler. Cependant, si vous enfermez les billets dans un coffre, les avez-vous vu travailler ? Si vous en enfermez 100, en trouvez-vous 101

à la fin du mois, à la fin de l'année, au bout de 50 ans ? Au contraire, vous découvrez qu'il vaut moins. En 44 ans, notre monnaie a été dévaluée 14 fois !

A gauche, on dit « *Il devient bien difficile d'en gagner*. »

D'abord un fait : la plupart des Français se plaignent de manquer d'argent. Le 20 de chaque mois...

— *Réclames-en à ton patron !*

— *Il n'en a pas : pour m'en donner davantage, il faudrait qu'il augmentât les prix, or il ne peut déjà pas vendre ce qu'il a en magasin !*

Car c'est un fait, les magasins sont pleins, les boutiques débordent, sur les marchés on trouve de tout. Et nous avons besoin de ces marchandises. Non seulement des produits alimentaires, mais des vêtements, sous-vêtements, chaussures, qui garnissent les rayons. Et de tout ce qui s'entasse dans les arrière-boutiques, dans les réserves, chez les grossistes, etc. Et nous savons qu'on pourrait en fabriquer bien davantage puisque des usines tournent au ralenti. Pourquoi des travailleurs sont-ils obligés de se croiser les bras, justement ceux qui ont besoin de tout ? S'ils n'ont pas de travail, c'est parce que les magasins sont pleins.

Et s'ils ne se vident pas, c'est parce que nous manquons d'argent.

Ces Messieurs du Plan et du Commissariat à la Productivité ont fait une enquête : *qu'achèteriez-vous si vous aviez plus d'argent ?* Les réponses auraient dû les surprendre, car tout ce que les gens achèteraient existait déjà sur les marchés !

Voyons : *qu'est-ce qui se vide le*

plus vite, les magasins ou la bourse des clients ? — La bourse des clients, car le magasin ne se vide jamais. Un coup de téléphone au grossiste et les rayons sont immédiatement regarnis ! Si l'on vous chargeait d'une belle commande : 50 millions comptant, croyez-vous que vous ne trouveriez pas à la placer dans tous les secteurs ? On vous offrirait même remises, commissions, rabais, escomptes de caisse. Avec de l'argent, quelle est la marchandise courante que vous ne pourriez pas vous procurer ?

Exemple, la dernière quinzaine de décembre : les magasins sont assiégés, on s'arrache les vendeurs, on emporte de nombreux paquets. Mais dès janvier, il n'y a plus de clients. Décembre, c'est le mois des étrennes, du double mois, des gratifications, les gens ont de l'argent. En janvier, les gens n'ont pas d'argent. Mais les magasins sont aussi pleins, les rayons aussi bien garnis.

La ménagère dit « *Avec l'argent que j'ai, je puis acheter soit une robe à ma fillette, soit un aspirateur, l'un ou l'autre* ». Mais est-ce que les commerçants ne vous supplient pas d'acheter les deux à la fois ?

Si nous manquons d'argent, cela ne fait ni l'affaire des commerçants, ni celle des industriels, ni celle des agriculteurs. Ces derniers barraient les routes pour protester : ils avaient des récoltes qu'ils ne pouvaient pas vendre. Car si celui qui ne peut acheter est à plaindre, il ruine celui qui ne peut pas vendre. L'Etat lui-même est à court d'argent. En style administratif, l'argent s'appelle du crédit. C'est

plus distingué, mais c'est la même chose. L'Etat manque de crédits pour les 10.000 classes qu'il faudrait construire pour nos enfants. On entassera les enfants jusqu'à 45 ou 50 dans les écoles primaires, pour un seul instituteur. L'Etat manque de crédits pour faire démolir les taudis : 250.000 rien qu'à Paris. Il manque de crédits pour démolir et reconstruire les îlots insalubres. 400.000 logements à Paris sont déclarés malsains à habiter. Chaque année 2.000 maisons menacent ruine. Manque-t-on de travailleurs ? On a ouvert un bureau de chômage au Havre dont le quart de la ville est à reconstruire. L'Etat manque de crédits pour aménager le Rhône. Il ne peut pas créer les 500.000 km de routes départementales et de chemins vicinaux qui manquent.

L'Etat manquait de crédits pour réparer le château de Versailles. Il a fait la quête en France et à l'étranger. On lui a fait ainsi l'aumône de 2 milliards et hier on se félicitait que les réparations avançaient. On a fait l'aumône à l'Etat, ce qui est bien la preuve que l'argent ou les crédits, c'est la même chose. Louis XIV a pu faire construire le château de Versailles, ce qui exigeait bien plus d'argent que pour l'entretenir. Comment Louis XIV avait-il plus d'argent que nous ? Mystère.

L'Etat n'a pas d'argent (ou de crédits) pour nos 4 millions de vieillards qui ne mangent pas à leur faim. Est-ce que la France manquerait de produits alimentaires ?

Charles du Gretag, ingénieur agronome vient de publier une brochure qui montre que la France est un pays de Cocagne : les Français possèdent 70 ares de superficie cultivable par tête, alors que le pays le plus favorisé de l'Ouest a moins de 30 ares. Même les Etats-Unis ne valent pas la France, car les Américains par tête ont moins de 30 ares de terre cultivable !

Or 95 % de nos secteurs agricoles sont *excédentaires* ou menacés de l'être. Nous avons trop de viande, céréales, vin, betteraves à sucre, pommes de terre, produits laitiers, pommes, poires, produits de basse-

cour. Trop de tout ! Ne vous souvenez-vous pas que l'année dernière, nos cultivateurs barricadèrent les routes nationales pour protester contre l'abondance de leurs récoltes qu'ils ne parvenaient pas à écouler ? Nos récoltes ont une valeur de 2.300 milliards de francs, et elles pourraient atteindre facilement 4 à 5 milliards. Et pourquoi nos vieillards ne mangent-ils pas à leur faim ? Parce qu'ils n'ont pas d'argent.

Il paraît que le Trésor a dû perdre 1.700 millions de francs pour subventionner l'exportation de 100.000 tonnes de viande. Dans *France-Soir* du 19.2.1955, j'ai lu que les syndicats agricoles, réunis à la Mutualité, avaient décidé de détruire 2 à 3 millions de quintaux de pommes de terre. Et 45 % de nos vieillards ne mangent pas à leur faim !

Et la destruction journalière de fruits et légumes ! D'après l'enquête de Jean Portelle, un seul grossiste a noté dans sa comptabilité la destruction, dans une seule journée, (9 nov. 1955) de 2.384 kg de haricots, 1.500 kg de carottes, 123 kg de melons. A la poubelle !

Mais si l'Etat manque d'argent, les départements et les communes sont logés à la même enseigne : ils sont obligés d'ajourner ou de renoncer à l'exécution de travaux, matériellement réalisables, car il existe techniciens, matériaux, outillage, main-d'œuvre. Impossible de financer ces travaux même s'ils sont extrêmement urgents. Ce qui manque, c'est l'argent.

Exemple : cette ville veut installer le tout-à-l'égout. Entrepreneurs, ingénieurs, outillage, matériaux, travailleurs, tout est à pied d'œuvre. Prix des travaux : un milliard. Il faut que la ville trouve le moyen de l'emprunter. Elle le remboursera dans vingt ans. Mais chaque année elle paiera 5 % d'intérêts ; soit 50 millions par an. Donc en vingt ans, un milliard d'intérêts. On lui prête un milliard, il faut qu'elle en rembourse deux !

J'arrête les exemples. Tout le monde est convaincu que l'argent joue un rôle de premier plan, non seulement pour le pays mais pour

chacun de nous. Mais pourquoi ne pas pénétrer son mystère ?

D'où sort l'argent ?

Interrogez l'homme de la rue. Il vous regardera stupéfait : — l'argent ? — Est-ce Dieu qui nous le donne ? En réfléchissant : — Il en existe une certaine quantité, les uns en ont beaucoup, les autres peu, certains presque pas du tout. L'argent est éparpillé dans les poches. Il faut l'attirer dans la nôtre. Celui qui y réussit est un *as*, un *débrouillard*. — Cette quantité existante est-elle constante ? — ... — Peut-on vivre sans argent ? — Non. Indispensable comme l'air qu'on respire.

Nous allons donc pénétrer dans ce domaine tabou : celui de l'argent, celui du crédit.

Et tout de suite nous nous apercevons que la monnaie n'est pas un phénomène matériel. Elle n'a pas toujours existé. La monnaie est une création des hommes : ils l'ont imaginée comme un rouage commode de la vie en société.

Qui l'a inventée ? Personne. Dans aucune ville au monde, vous ne trouverez la statue de X... inventeur de la monnaie ! À Y inventeur génial du crédit ! À Z inventeur du billet de banque.

La vérité est que la monnaie est apparue il y a quelques milliers d'années, qu'elle a subi des transformations innombrables au cours de l'évolution des sociétés. Elle n'a donc jamais été intangible comme on le dit quelquefois. Elle n'a jamais été ni stable, ni saine, comme l'affirment les économistes en renom ! Elle est en perpétuelle évolution, et je dirai même en perpétuelle dépréciation.

Toute l'Histoire des sociétés humaines prouve que cette institution de la monnaie s'est construite de bric et de broc. Les techniciens de la monnaie sont venus expliquer qu'elle obéissait à des lois mystérieuses... Mais jamais aucun d'eux n'a pu deviner ce que ces lois mystérieuses allaient faire de la monnaie, parce que personne ne peut connaître l'avenir des sociétés humaines.

Presque 40 ans après que le texte précédent ait été rédigé, voici qu'une association dénonce les erreurs et les inconvénients des mécanismes actuels de la création monétaire, qui, en obéissant à des lois totalement arbitraires défendues par les économistes "monétaristes" et "libéraux" engendre à l'évidence des méfaits durables. Cette association va même jusqu'à relier la croissance du chômage au fait que les crédits que les banques ont l'incroyable privilège de créer, n'appartiennent à personne et sont détruits au moment de leur remboursement. En rendant à l'État le droit régalien de battre monnaie, "chômage et monnaie" pense qu'il serait possible de retrouver une croissance susceptible de résoudre le problème du chômage...

Chômage et monnaie

Ce lundi 28 avril un colloque était organisé à l'École Nationale des Ponts et Chaussées par l'association CHÔMAGE ET MONNAIE sous le thème «Des commandes pour les entreprises». Un public nombreux et varié, parmi lequel on pouvait noter la présence de quelques amis distributeurs, a suivi les différents exposés. Notons que l'association comprend en son sein de brillants polytechniciens dont certains étaient au nombre des intervenants. Le colloque, qui devait se terminer par un débat, s'est articulé autour de trois exposés successifs :

1. les besoins insatisfaits sont immenses en France et ailleurs.
2. Le système monétaire n'est plus adapté.
3. Mesures pratiques pour la relance immédiate de l'économie.

Dans les lignes qui suivent, nous allons résumer brièvement ces exposés.

1. **Sur les besoins insatisfaits.** D'emblée, Jean-Pierre Rolland précise les perspectives de l'association : renouer avec la croissance, retrouver la prospérité des Trente Glorieuses. Mais n'y a-t-il pas, ici une saturation des besoins de la population ? Après avoir opéré une distinction entre la **demande directe** (biens de consommation et d'équipement des particuliers) limitée par le pouvoir d'achat individuel et la **demande indirecte** (biens et services collectifs) dépendant du financement collectif, l'orateur entreprend de démontrer que les deux catégories de besoins sont loin d'être satisfaits actuellement.

2. Sur le système monétaire, G. Galand rappelle brièvement les mécanismes de création monétaires, lesquels, en fait, dépendent étroitement de la masse des crédits attribués. Mais comme leur remboursement détruit la monnaie précédemment créée, l'économie nationale est contrainte sous peine de périliter, à renouveler constamment cette masse de crédits. L'orateur précise que l'État est bien matériellement capable de créer directement de la monnaie sans passer par ce système mais un décret de 1973 le lui interdit. Pour encourager l'activité du secteur des crédits, les autorités ont recours à la baisse des taux d'intérêts, mais, en période, de récession, ceux-ci peuvent descendre très bas «sans que la confiance renaisse et, donc que les agents s'endettent». A ce point du colloque, l'intervenant dévoile le remède proposé par l'association : rompre avec cette situation et **réactiver la création monétaire par l'État** qui, ainsi, créerait une **monnaie permanente**, non détruite par les remboursements d'emprunt.

3. «La situation actuelle est grave (...) Les propositions de réduction du temps de travail sont, à mon avis, prématurées. Il y a trop de personnes mal nourries, mal vêtues, mal chauffées, mal logées(...) A l'évidence il nous faut retrouver les clés de la croissance qui ont permis la prospérité des trente glorieuses.»... Ceci est un échantillon des affirmations de M. Raymond Chuilon qui introduisent l'exposé final. L'explication de ce

cycle vertueux de l'après-guerre réside, selon lui, dans « une politique de crédit extrêmement audacieuse ». Mais, le revers de la médaille est que ce mécanisme a provoqué une croissance de l'endettement des entreprises. L'orateur déplore que la création monétaire dépende des promesses de remboursement : «on aboutit à cette situation paradoxale que le créancier c'est personne : la monnaie n'appartient pas aux banques qui la détruisent à l'échéance.». C'est dans ce phénomène destructif que réside la principale critique de l'association. Comment y remédier ? A défaut de créer une monnaie permanente, une première mesure serait d'allonger la durée des prêts. Il faudrait également réduire les taux d'intérêt notamment pour les investissements créateurs d'emplois, grâce à des bonifications payées par le Trésor Public. Enfin, relancer la demande, car c'est elle, en dernière instance, qui conditionne les investissements. D'un point de vue pratique et immédiat, il conviendrait d'encourager la construction et l'habitation et de financer de grands travaux.

Commentaires

Globalement, les points de vue défendus par l'association nous paraissent très marqués par l'école keynésienne : «Le vrai remède au cycle économique ne consiste pas à supprimer les booms et à maintenir en permanence une semi-dépression, mais à supprimer les dépressions et à maintenir en per-

manence une situation voisine du boom», déclarait Keynes en 1936 dans sa *Théorie générale* ; et il préconisait déjà la baisse des taux d'intérêts et l'encouragement de la demande effective pour parvenir à ce résultat. Les membres de l'association pensent donc qu'il est possible de sortir de la crise en restant sur ce terrain de la science économique orthodoxe, ce qui nous semble, pour le moins, problématique. Certes, les besoins insatisfaits sont immenses, mais c'est toute la logique du système qui repose sur la frustration de ces besoins pour maintenir les cours et donc les profits. Comme l'a rappelé ensuite, au cours du débat, un

membre de l'assistance la capacité matérielle de satisfaire les besoins excède aujourd'hui les besoins de l'humanité entière. Telle est, d'ailleurs, la principale explication de la crise dans laquelle nous nous trouvons : la demande solvable est rassasiée et le système ne donne rien sans rien. Il ne faut pas oublier que les *Trente Glorieuses* (1945-1974) qui suscitent tant de nostalgie aujourd'hui ont fait suite aux *Trente Ignominieuses* (1914-1944 : deux guerres et une crise économique mondiale, le nazisme, le fascisme, le stalinisme,...) qui représentent la plus profonde crise du capitalisme. Or la crise actuelle ne nous paraît pas être une *crise de croissance*

mais une *crise de sénescence*; nous n'en sortirons pas par une petite réforme du système libéral, par des vagues replâtrages, mais par une **remise en cause radicale** de ses plus intimes structures. Comme l'a noté le représentant des GSED, Gérard Lafforgue, au cours de son intervention, les réformes proposées paraissent bien vaines face au formidable phénomène d'exclusion mis en branle par le libéralisme. Il reste que les membres de l'association, par l'intermédiaire de la critique des mécanismes de création monétaire, nous offrent une timide mais réelle remise en cause de ce système.

D.K

réflexions et suggestions

Dans la société industrialisée, la pénurie et le conditionnement psychologique qu'elle entraîne sont maintenus par l'ordre social établi, qui autorise une accumulation considérable chez les uns et une pénurie grave chez les autres. Cet ordre n'est pas normal, alors qu'il y aurait assez de travail et de biens pour tout le monde. Notre société doit revoir les mécanismes d'accumulation du capital, dont l'échelle excessivement différenciée des salaires, et toutes les formes de revenu sans travail issues du placement des capitaux et de la création monétaire par les banques.

Les tâches utiles à la société sont abondantes ! C'est le travail rémunéré qui manque. L'argent aussi est abondant, mais il n'est pas disponible pour financer ces tâches. L'argent est trop concentré dans les mêmes mains. Modifications des flux monétaires et mille travaux utiles pourront être entrepris, au niveau social et à celui de l'environnement, au niveau de la recherche de technologies non polluantes et à celui de leur mise en place. Tant d'actions sont à entreprendre en faveur de la paix internationale !

François Gohard.

***La reprise générale en économie capitaliste, ce sera dur, dur, Monsieur Ballardur.
Si vous voulez que tout le monde vive,
instaurez l'économie distributive !***

Paul Béné

Pour en finir avec le chômage :

Voici une proposition concrète, immédiatement applicable, pour en finir avec le chômage et assurer la transition vers l'économie distributive :

Elle émane de Pierre et Jean Wendling, du groupe de salariés pour l'économie distributive de Thann.

Elle consiste à transformer les ANPE en entreprises de service public dont tous les chômeurs seraient salariés, et qui fonctionneraient comme les *boîtes d'intérim* actuelles, mais sans tirer profit du travail de leurs salariés. Elles répondraient, contre paiement si possible, aux besoins de services de particuliers, d'entreprises ou de collectivités locales, et gèreraient à la fois ces prestations de services et l'assurance d'un revenu permanent à tous leurs *employés*, même ceux qui seraient momentanément inoccupés, pourvu qu'ils restent disponibles et qu'ils se manifestent en permanence, «à la manière des ouvriers du Bâtiment qui touchent des *indemnités d'intempéries*». La gestion de ces nouvelles ANPE (il faudra trouver un autre sens à ce sigle pour l'adapter), qui pourraient disposer des ressources des actuelles caisses de chômage et d'une rallonge éventuelle de l'Etat, devrait être confiée à un Conseil paritaire tripartite, «l'Etat, les utilisateurs et les syndicats».

Bref, un **Conseil de gestion du contrat civique en gestation**.

Quels sont les politiciens qui auront le courage d'adopter et mettre en œuvre cette proposition ?

M-L D.

De la coupe aux lèvres

par André Prime

Le Monde du 28 avril titre son éditorial *Sortie de crise* : «*La crise économique s'éloigne en Europe et la reprise générale de l'activité se consolide dans le monde... Regain d'optimisme que justifient les chiffres publiés ces dernières semaines par les différents instituts de conjoncture des pays de l'OCDE*». Et de citer les principaux pays où l'espoir se lève : Etats-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne, France et même Japon, «*autre grand malade qui a sans doute touché le fond de la vague*». Incantations, méthode Coué ou réalité ?

Nous ne voulons pas jouer les Cassandres. Cependant, nous ne pouvons oublier que les instituts de conjoncture se sont régulièrement trompés ces dernières années, même s'ils se sont, à l'instar des experts, «*trompés selon les règles*», comme ironisait P.Valéry. De fait, *Le Monde* poursuit : «*Ce regain d'optimisme doit cependant être nuancé. Ainsi, en Europe, la reprise de l'activité ne signifie pas que le chômage va diminuer rapidement. L'exemple des Etats-Unis est là pour le prouver... Ce n'est donc pas avant 1995 que le chômage a des chances de régresser véritablement...*».

Or le problème du chômage - tous les sondages, tous les discours le prouvent - reste le problème numéro un dans l'ordre des préoccupations des salariés. Une croissance de 1, voire 2 % - la plus optimiste - risque fort d'être d'un mince intérêt pour les chômeurs et les jeunes à la recherche d'un emploi. Nous avons signalé à maintes reprises dans la *Grande Relève* qu'un point de croissance ne correspond en gros qu'à 100.000 emplois. Alors, côté chômage, on peut toujours continuer à se poser des questions

et à creuser le problème... Nous examinerons deux points de vues sur la question. Tous les deux sont parus dans *Le Monde* sur la moitié et trois quarts de page. (Notons au passage que les thèses distributistes n'ont fait que très rarement l'objet d'un tel traitement dans *Le Monde*. Peut-être sentent-elles trop le soufre pour certains ?)

Erreur de diagnostic

Florin Aftalim¹, économiste, professeur à l'ESSEC, fait partie des économistes distingués, représentant de l'Ecole néolibérale, précise *Le Monde*. En effet, contrairement à ce qui nous paraît évident, les causes structurelles du chômage qu'enseigne Aftalim sont : les coûts du travail trop élevés, les obstacles aux licenciements trop nombreux, le système de la sécu trop onéreux, enfin une politique monétaire empoisonnée par les accords de Maastricht. Pas un mot sur les progrès techniques qui génèrent le chômage. Si c'est cela le néolibéralisme, quel progrès percutant sur le libéralisme ! ... Vite, courons à la sortie des cours de notre professeur avec nos documents pour apporter à ses élèves un contrepoison salutaire.

Peu modeste, notre lumineux économiste écrit : «*La crise ne se montrerait-elle pas récalcitrante simplement parce qu'à la suite d'une erreur de diagnostic, le bon remède ne lui aurait pas encore été administré ?*». Et de juger que Balladur a pris, pour lutter contre la crise, des mesures incohérentes. D'accord sur le jugement, mais nos raisons sont toutes autres. Aftalim s'élève contre Balladur qui explique l'aggravation du chômage par la baisse de la consommation en arguant qu'il y avait en 1972,

380.000 chômeurs et 3,3 millions en 1994 et que, pendant ce temps, la consommation des ménages s'est accrue de 75 % en valeur réelle. Donc ce n'est pas la baisse de la consommation qui est cause de l'augmentation du chômage. CQFD.

1° Aftalim oublie que l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail a souvent doublé ou presque le pouvoir d'achat des ménages, 2° que, jusqu'aux années 1985-86, c'est-à-dire jusqu'à l'intégration du libéralisme pur et dur Reagan-Thatcher, en France, les gains de productivité ont été relativement partagés, et donc le pouvoir d'achat a crû. Ce qui explique une augmentation de la consommation de 75 % sur 20 ans. Il n'y a là rien de miraculeux.

Par ailleurs, pour notre économiste distingué, «*bien entendu, les charges sociales exorbitantes que nous connaissons... favorisent les modes de production intensifs du capital, donc l'utilisation de machines plutôt que celle des êtres humains, lorsque ce n'est pas la délocalisation vers l'étranger*». Exact que les capitalistes privilégient le capital, mais, tous opérant dans le même sens, ils tuent leurs consommateurs ; d'où leur crise. Preuve que le système ne peut plus fonctionner, sauf à s'attaquer au social, emploi ou sécu, ce qu'il fait. Aftalim conclut «*L'analyse que nous venons d'esquisser repose sur la théorie économique classique*». On s'en serait douté ! Il poursuit «*Si elle est judicieuse, le reflux du chômage ne peut être obtenu qu'au prix de réformes radicales*». OK. mais surtout pas celles, Monsieur le néolibéral, que vous préconisez qui sont toutes régressives.

Un pour dix, dix pour un

Jacques Nikonoff² propose des solutions plus sérieuses «*Payons des travailleurs plutôt que des chômeurs... Avoir la dimension d'un projet de société... c'est l'ambition du dispositif "Un pour dix, dix pour un" qui peut se résumer en règles simples. L'article occupe toute une page du Monde. Essayons de résumer l'essentiel des idées de Nikonoff.*

Chaque entreprise, publique ou privée, accueille un demandeur d'emploi pour dix salariés en place ; ce sont les cotisations actuelles de dix salariés qui paient le salaire de l'ex-chômeur.

«*Les anciens demandeurs d'emploi sont rémunérés à 70 % de leur ancien salaire et pas moins de 6.000 F bruts mensuels pour un ouvrier non qualifié, 7.500 F pour un ouvrier qualifié et un employé, 9.000 F pour un technicien ou cadre moyen, 11.000 F pour un cadre supérieur (coût : 380 milliards + divers, 500 milliards)... Pour les recettes, nous disposons déjà de 400 milliards (coût actuel du chômage, selon Martine Aubry). Les allocations-chômage et RMI sont supprimés puisque tout le monde a une activité. Manquent 100 milliards. Pourquoi ne pas taxer de 1 % les mouvements des capitaux*

spéculatifs comme le proposent plusieurs prix Nobel d'économie ; relever à 50 % le taux de l'impôt sur les sociétés³ ; prélever 1 % sur l'actif des titres monétaires et obligataires». Et Nikonoff termine par la suppression des heures supplémentaires (700.000 emplois) et par la fraude fiscale estimée, dit-il, à 220 milliards. Il ajoute que les affaires redémarrant grâce à l'injection du pouvoir d'achat des ex-chômeurs, la TVA rapporterait davantage (rappelons que la TVA représente 45 % des recettes fiscales).

Il semble que Nikonoff, plein de bonne volonté, et même de volonté, on le voit, n'ait pas bien compris l'intérêt de la réduction du temps de travail pour lutter contre les causes structurelles du chômage. Il voit surtout le côté pervers qu'en font aujourd'hui certains employeurs : «*Ce dispositif "un pour dix" se distingue des formules diverses de réduction du temps de travail. Celles-ci, nécessaires à condition d'être progressives, n'autorisent en aucun cas la remise en jeu social des exclus et pénalisent tant les salariés (baisse des salaires) que les entreprises (coût élevé si la réduction est importante et immédiate)*».

Les propositions de Nikonoff sont assez voisines de celles de Laroutrou, déjà oublié⁴ ! L'idée-clef, c'est le transfert des dépenses-chômage en dépenses-travail pour

tous. Logique. Il faudrait que nous puissions discuter avec ces hommes de recherche ; même si, en ce qui concerne Nikonoff, ses propositions sont destinées «*à trouver une solution rapide au drame social tout en préservant les mécanismes du marché*» (au sens capitaliste bien entendu).

«*Alors que notre société se disloque un peu plus chaque jour, allons-nous laisser 4,7 milliards de nos compatriotes dans ce nouveau goulag sans miradors que constitue le chômage⁵ ? Attendons-nous l'effondrement social et financier ?*».

Nikonoff veut donner à son projet «*une dimension universelle, car la France ne se sent réellement bien que lorsqu'elle a quelque chose à dire au monde*».

En attendant, on n'a pas fini de parler de la crise ; le chômage croît toujours, donc la lutte continue, car il y a loin de la coupe aux lèvres.

— — —

1. *Le Monde* 7 avril 1994

2. *Le Monde*, 23 mars 1994. Jacques Nikonoff, ancien OS et ancien élève de l'ENA. Président de l'association «*Un travail pour chacun*», BP 196-07, 75326 Paris Cedex 07.

3. Abaïssés à 33 % par les socialistes, puis la droite en 86, puis par la gauche à nouveau.

4. voir GR déc. 93

5. Nombre réel des chômeurs selon Maurice Allais, Prix Nobel d'économie.

Et après ...

Tout lecteur assidu de la Grande Relève connaît les principes de l'économie distributive.

Ce qui est peut-être moins connu, c'est que ces principes sont ardemment défendus par d'autres associations parmi lesquelles figure «l'Age du Verseau», dont on trouvera par ailleurs les coordonnées. Elle offre la particularité d'intégrer économie distributive (donc le revenu de citoyenneté) dans un cadre plus général de réflexion reposant sur l'évolution de la conscience individuelle.

Tout le monde ne sera pas nécessairement attiré par cette manière panoramique de considérer les bouleversements profonds et nécessaires dans lesquels nous semblons être entraînés au seuil de ce 21^{ème} siècle. Il n'en demeure pas moins que ce qu'elle préconise trouvera certainement sa raison d'être dans ce qui se prépare.

Pour l'heure, il est important de noter qu'elle publie sous le titre Agir pour un nouvel ordre économique, une analyse fort bien construite sur l'histoire économique de nos sociétés, ouvrant des perspectives que n'eût pas désavouées Jacques Duboin, dont les travaux sont pour elle l'objet d'intéressants commentaires.

Michel CHÉRANCE

La révolution programmée (1)

Par Djémil Kessous

La recomposition sociale à venir émergera progressivement de la décomposition de la société actuelle ; l'ordre futur naîtra du désordre contemporain. Le devoir de tout citoyen conscient est de participer à cette mutation grandiose qui s'annonce. De quelle façon ? Dans le présent texte nous allons tenter d'apporter quelques suggestions concrètes. Au préalable, toutefois, un bref rappel historique et théorique est nécessaire.

«*La plus grande part du mal entre les hommes provient des pièges de la sémantique*», a déclaré Gaston Bachelard¹. Formulée d'une autre manière, cette proposition signifie que si chacun de nous faisait quelques petits efforts pour comprendre son prochain, l'humanité connaîtrait moins de troubles ; derrière des expressions différentes, il se cache souvent des idées communes. Ainsi, la notion d'extinction de l'Etat envisagée par les anarchistes et les marxistes semble bien proche de l'Etat homogène hégélien, «*réalité en acte de la liberté concrète*», voire de l'Etat populaire envisagé par certains courants socialistes ; à ces conceptions voisines on peut même associer celle de République universelle à laquelle rêvèrent durant un temps les révolutionnaires de 1789. Une autre illustration pratique de la pensée de Bachelard nous est fournie par le syndicalisme : certains militants en sont de chauds partisans, et d'autres, par contre, sont bien moins convaincus de son utilité ; cependant, malgré de sensibles divergences, il suffit souvent d'élever un peu le débat pour observer, entre les mêmes protagonistes, une profonde unité de vue sur l'organisation du travail et de l'économie dans la société future. Nous allons bientôt voir que ces deux exemples ne sont pas sans intérêt pour la suite de notre propos.

Il ne sert donc à rien de se battre sur des mots. Néanmoins, nous pensons que l'affirmation précitée de Bachelard n'est que partiellement vraie : il existe bien d'autres problèmes que les «*pièges de la sémantique*» qui, aujourd'hui plus que jamais, précipitent les hommes les uns contre les autres - et parfois de manière sanglante. Avant toute chose, il y a cette puissante nécessité de croissance dont nous avons dû payer le prix fort au cours de notre siècle, ladite croissance, heureusement, montrant à présent certains signes de fatigue. Quelle est la cause profonde de ce progrès incessant, de cette singulière *puissance évolutive* qui a tant traumatisé l'humanité ? On trouve notamment à son origine un certain phénomène de *différenciation, passage de l'homogène à l'hétérogène* comme le notait Spencer il y a un siècle, que l'on peut observer, du reste, dans tous les domaines de la nature, de la plus élémentaire des particules à notre société moderne prodigieusement complexe.

Mais, pour en revenir à notre sujet, si nous observons ce vaste mouvement qui s'oppose au libéralisme et que, faute de mieux, nous sommes contraints de nommer *socialiste*, ne devons-nous pas convenir qu'il s'est, lui aussi, *prodigieusement différencié* ? Depuis presque deux siècles, il n'a cessé de se diviser, de se subdiviser. Tout se passe comme si ce mouvement (on peut également l'appeler *alternatif* mais ne nous attachons pas trop à ces subtilités *sémantiques*), bien trop riche pour rester monolithique, n'avait cessé de se *fractionner*, de se dédoubler afin que chaque tendance se spécialise dans une branche définie : qui le syndicalisme, qui la politique, qui la coopération, la communauté, la monnaie, etc. ces différentes tendances se *subdivisant* ensuite en de nom-

breux sous-groupes parfois complémentaires, parfois concurrents. Le problème est que souvent ces divisions se sont opérées imparfaitement ; en outre, elles ont parfois entraîné des rivalités, et donc des conflits, parfois de l'ignorance mutuelle, de l'incompréhension, mais souvent des pertes d'audience dont le libéralisme en pleine croissance a pleinement profité. Fréquemment, par ailleurs, certaines options se sont révélées décevantes ; par exemple pour ceux qui ont vu dans le parlementarisme une passerelle vers une société plus juste... On pourrait dire la même chose pour les adeptes du blanquisme, du terrorisme ou d'autres doctrines encore. Mais, par-dessus tout, quelles que soient leur tendances, *l'immense majorité des militants des divers courants socialistes ont commis l'erreur d'enterrer le libéralisme avant son heure*. Il ne sert à rien d'avoir raison trop tôt comme aimait à le rappeler Jacques Duboin...

Il semble à présent qu'une page soit tournée : chacun - ou presque - sait que le libéralisme n'est pas éternel ; même certains de ses partisans doivent, aujourd'hui, en convenir. Cependant, en deux siècles, ce système aura totalement modifié l'aspect de la planète avant d'entrer dans sa phase terminale. D'une manière équivalente, le système qui lui succédera, mais qui aura une tout autre stabilité, *devra s'imposer au niveau planétaire*. Nous pensons qu'il réussira sa conquête de manière beaucoup moins sanglante, beaucoup plus pacifique que ne l'a fait le libéralisme qui l'a précédé, et plus rapidement également (en moins de deux siècles, certainement.) Tôt ou tard, en un point déterminé de notre globe, une mutation singulière engendrera de proche en proche une série complexe de change-

ments qui, en fin de compte, aboutira à une métamorphose complète de la réalité humaine mondiale. Il ne serait guère étonnant, d'ailleurs, que le lieu privilégié d'où essaiera cette future mutation soit situé quelque part en Europe occidentale : c'est là que l'histoire et les traditions socialistes sont les plus riches, les plus variées, les plus vivaces.

Comme nous l'avons suggéré plus haut, nous pouvons donc imaginer les grandes lignes de cette transformation : c'est toujours à travers la décomposition générale de l'ancien système que naît le nouveau, c'est donc à la suite du désordre maximum contemporain que le nouvel ordre de demain commencera à s'esquisser. Notre société moderne, nul ne l'ignore, est très évoluée, infiniment complexe ; il est normal, par conséquent, qu'elle soit prodigieusement *différenciée*. Toutefois, les nécessités impérieuses de notre récente croissance explosive ont impliqué un ensemble de différenciations s'organisant **verticalement**, de haut en bas : la **vénéralisation** générale a exacerbé la **hiérarchisation** de la société, sa centralisation ; la croissance capitaliste accélérée a accentué jusqu'à ses dernières limites l'exploitation de l'homme par l'homme, la compétition et, donc, les besoins d'autorité... Les différentes mesures de décentralisation qui sont intervenues ça et là n'ont rien changé au fond ; en multipliant les différenciations, elles n'ont fait que décentraliser la hiérarchie et les rapports de pouvoir (ainsi que la corruption, d'ailleurs). La société de demain qui ne connaîtra plus de si puissants besoins de croissance, sera néanmoins, elle aussi, fortement différenciée mais suivant un **axe horizontal** : chacun en fonction de ses talents personnels capitalisés par une éducation nouvelle pourra s'accomplir dans son domaine spécifique à son profit comme au profit de la collectivité. Toutefois, il semble difficile de bannir toute différenciation verticale, certaines formes subsisteront mais elles s'agenceront, non plus du haut vers le bas comme à présent, mais **du**

bas vers le haut, pour reprendre l'entendement de Daniel Guérin, en faisant jouer pleinement le principe de subsidiarité³.

L'observation de l'évolution historique nous montre que, malgré tous les changements brusques et les révolutions que l'on connait il n'y a jamais de discontinuité, de rupture complète entre les différentes formes sociales qui se succèdent. Cela signifie que les structures de

LA THÉORIE GÉNÉRALE DE L'ÉVOLUTION

le principe néguentropique

de Djémil KESSOUS

L'Harmattan, 1994.

En se démarquant résolument de l'idéologie contemporaine, l'auteur, à travers une vaste fresque qui remonte au big-bang, renoue avec la tradition progressiste des siècles précédents.

la société future existent d'ores et déjà en germe dans la société d'aujourd'hui. Depuis deux siècles, an pour an ou presque, la société n'a cessé de tenter vainement cette organisation verticale dirigée du bas vers le haut que nous appelons de nos vœux : elle l'a entreprise avec les sections parisiennes de 1793, puis avec la Commune de Paris en 1871, avec les soviets de Russie en 1917, les collectivités espagnoles de 1936/1937, enfin, en 1956, avec les éphémères conseils ouvriers de Hongrie. Chacune de ces tentatives prématurées a été réprimée, le pouvoir confisqué. Mais *les faits sont têtus*, l'univers progresse à coup de multiples essais répétés, comme le notait déjà Teilhard de Chardin. Il existe aujourd'hui, dans le délabrement général de ce vieux monde qui agonise, de nombreux réseaux plus ou moins structurés dont la principale vocation est de combattre les carences de la société libérale ; bien sûr, nombreux sont ceux qui, explicitement ou non, tendent à la conservation de l'existant. Toutefois, certains peuvent représenter des embryons de la société future

en gestation, des passerelles vers notre avenir : nous pensons à diverses organisations du secteur associatif telles que les syndicats (dans lesquels il n'y a pas que des bureaucrates mais, aussi, des travailleurs consciencieux), ou encore à certains réseaux comme le REAS. Mais, dans notre chaos actuel, tout ce vaste secteur est encore bien trop dispersé, cet **informel** devrait tendre à se **formaliser**. Deux sortes de pôles de rassemblement devraient s'imposer à terme : les **communes** à titre principal, mais également **les lieux du travail**, surtout dans le cas où l'activité concernée est **socialement utile** (secteurs de l'alimentation, de l'énergie, des transports, de la santé, etc.) C'est vers ces centres privilégiés que devraient converger tous ceux, quelles que soient leurs opinions, qui veulent jouer un rôle dans la grande transformation qui se prépare en formant des assemblées, des comités ou des conseils appelez-ça comme vous le voulez. Il est évident que les partisans de l'économie distributive ont un rôle important à jouer dans cette opération.

«*Pendant la mue le serpent est aveugle*». Il est possible que cette observation d'Ernest Jünger soit «*exactement adaptée au temps présent*», comme semble le penser un groupe d'anciens communistes⁴.

Mais ne peut-on imaginer que, pour la première fois dans l'histoire, nous sommes en mesure d'assister prochainement à une métamorphose consciente d'elle-même ? Dans un article suivant, nous essaierons d'approfondir ce problème.

1. Nous remercions le docteur Rosan Girard d'avoir bien voulu nous communiquer cette citation.

2. Hegel, *Philosophie du droit*, paragraphe 260.

3 *Le principe de subsidiarité* veut que l'échelon immédiatement supérieur n'intervienne que lorsque le problème ne peut être résolu au degré inférieur le précédant ; en pratique, il devrait être appliqué à tous les niveaux : du plus simple individu à la plus vaste échelle internationale.

4. M.Chemillier-Gendreau, A.Le Pors, M.Rigout et G.Waserman, *Le Monde*,

viennent de paraître :

Une terre dépolluée et du fric pour tout le monde

Auto-édité par les auteurs
C. Célimène et G. Deffeyes

Trois années d'enquête pour ces deux professionnels intègres de la communication ont été nécessaires pour rassembler en un seul ouvrage des alternatives économiques et monétaires crédibles, ainsi qu'une étude approfondie des enjeux de l'agriculture respectueuse de l'environnement, tant pour la santé que pour le chômage. Le titre de l'ouvrage n'est pas usurpé et montre qu'en cas de sortie sérieuse de la crise par l'utilisation des alternatives proposées, l'écologie devient le garde-fou naturel d'une économie redevenue prospère et responsable. L'économie distributive fait l'objet d'un chapitre spécial, ce qui tranche avec la mise sous boisseau de nos thèses par ceux qui en tirent réflexions.

*Le tout est agrémenté de
40 dessins de l'incisif Tignous.
Pour soutenir la souscription publique,
les chèques de 150 F
libellés aux auteurs sont à expédier à
B.P. 176, 75224 Paris Cedex 05.*

* * *

Carnets de prison de Jean Van Lierde

Éditions *Vie ouvrière*,
rue d'Anderlecht 4, B 1000 Bruxelles.

En 1949, un jeune Routier scout, issu d'un milieu catholique mais nourri d'idées progressistes, refuse d'effectuer son service militaire. L'affaire J. Van Lierde éclate et fait scandale dans une Belgique qui se remet à peine de la guerre et de ses séquelles. L'objecteur de conscience est immédiatement emprisonné. Jour après jour, durant trois ans, il jettera sur le papier ses réflexions sur le monde, la paix et la guerre, ses angoisses de jeune homme idéaliste qui ne sait quel sera son avenir. Écrits dans un style direct, ces Carnets de prison étaient restés jusqu'ici inédits. ...Il est utile de rappeler cette époque héroïque où la fidélité à sa conscience se payait par des années de prison ou de travail forcé.

Voir en page 15 la liste des ouvrages et documents
qui sont encore disponibles,
parmi ceux que nous avons publiés.

associations et revues

G.L.E.D

*Groupe Liègeois
pour l'Economie Distributive*
diffuse livres et journaux
distributistes en Belgique.

L.Gosset
21, rue Charles-Hansez
4630 MICHÉROUX
BELGIQUE

*

G.S.E.D.

*Groupe des Salariés
pour l'Economie Distributive*
11, rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

EDEN

*Equipes pour la Diffusion
d'une Economie Nouvelle*
6 bis, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

CLUB DE L'AN 2000

contact : L.Gilot
12/59, rue de Belfort
92110 CLICHY

*

UNION PACIFISTE

4, rue L.Hoche
92100 BOULOGNE

*Quatre fois en 25 ans, l'UP est
intervenue auprès des parlementaires
pour obtenir le dépôt d'une
proposition de loi sur le désarmement
unilatéral de la France.
Nous avons annoncé à temps
(GR de mai 92) que cinq sénateurs
avaient déposé cette proposition
de loi sur le bureau du Sénat.
Nouvelle démarche des pacifistes :
il faut maintenant obtenir un débat
parlementaire. Nos amis tiennent à
ce que cette discussion soit
ouverte, estimant que quelle que
soit son opinion, tout parlementaire
doit accepter un tel débat.
Sommes-nous en démocratie ??*

*

CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor-Duruy
75015 PARIS

*

ALTERNATIVES SYNDICALISTES

38, rue du Stand
95120 ERMONT

*

LE PUBLIPHOBIE

56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

*

ÉVASIONS

103, Résidence Garderose
33500 LIBOURNE
publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle
conscience planétaire"

*

FRAGMENTS

25, rue Louis Blanc
93360 LE PRÉ SAINT-GERVAIS
Lettre de recherche créditiste

*

TAM - TAM

33, rue de Rénipont
1380 OHAIN

BELGIQUE

*

TRANSVERSALES Sciences / Culture

21, Bd de Grenelle
75015 PARIS

*

A CONTRE-COURANT syndical et politique

4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*

RÉSISTANCE

à l'agression publicitaire
61, rue Victor-Hugo,
93500 PANTIN

Vivre autrement sa scolarité : THELEME

3, rue des Chalets, 66820 VERNET-LES-BAINS
Un centre "Nature et Environnement"
Dans les P.O. s'est installé depuis un an, le Centre THELEME, école alternative qui propose aux adolescents (6ème à 3ème) une scolarité différente basée sur le respect du rythme de chacun et sur le développement de la personnalité. Il s'adresse avant tout à des jeunes intéressés par la nature et les différentes cultures humaines. Une école qui veut permettre à l'enfant d'établir une relation d'égal à égal avec la société qui l'entoure.

Avancées des sciences et des techniques

par René Marlin

Le constat

L'avancée exponentielle des sciences et des techniques reste la constatation de base qui nous permet d'observer que le système économique n'a pas pu se transformer en vue de s'y adapter, fondé qu'il est sur le mercantilisme de la rareté, dans un contexte d'abondance potentielle. Nous ne manquons jamais d'insister sur ce point devant une opinion, même celle des élites, encore réticente à admettre ce phénomène unique dans l'Histoire de l'humanité et surtout à en tirer les conséquences. Le confort ne consiste-t-il pas à nier l'évolution des choses justifiant ainsi l'immobilisme des institutions ?

Alors nous reprenons l'image consistant à réduire la durée de l'humanité sur un an et qui montre, plus efficacement, que toutes les grandes découvertes modernes seraient alors concentrées après le 27 décembre et même encore plus après le 29, sinon le 31 dans l'après-midi et sur les dernières heures de cette année réduite¹. En opérant la même réduction, nous insistons sur le nombre d'esclaves mécaniques que l'homme a réussi à s'adjoindre² : il reste seul jusqu'au 30 décembre et ne réussit à s'en ménager un que vers 16 h, puis 8 le 31 à 3 h, 80 à midi, 170 à 17 h et 380 à 22 h¹.

La mutation

Cette accélération prodigieuse ne peut être niée, mais la plupart des économistes, des philosophes et des sociologues la perdent de vue lorsqu'ils se lancent dans leurs élucubrations plus ou moins abstraites

ou fantaisistes. C'est pourquoi nous apprécions l'accord général de penseurs tels que René Barjavel, Albert Ducrocq et plus récemment René Passet ou Jacques Robin sur ces remarques. Ainsi cette observation de René Passet : «...*On trouve dans la correspondance de Marx et d'Engels (Lettre sur les sciences de la nature) de multiples allusions à ces principes de la thermodynamique... Leurs propos nous montrent combien ces deux auteurs étaient attentifs au mouvement scientifique de leur époque, alors que leurs héritiers ne savent trop souvent que dissenter à l'infini sur les lois de la reproduction capitaliste*... »

Dans son livre «*Changer d'ère*⁴ » dont nous avons déjà rendu compte ici et dans son bi-mensuel «*Transversales*», Jacques Robin ne manque jamais d'insister sur la révolution de la communication informatique qui caractérise notre fin de siècle. C'est exact, les *esclaves intellectuels* s'ajoutent maintenant aux *esclaves calculateurs* des premières machines automatiques et aux *esclaves mécaniques* des débuts de la révolution industrielle. L'on peut considérer qu'il y a une nouvelle accélération prodigieuse des technosciences caractérisée par la concentration des machines et leur universalisation. D'où un fonctionnement infiniment peu consommateur d'énergie et de temps ainsi qu'une quasi-instantanéité de diffusion.

Je considère que la date du *changement d'ère* choisie par Jacques Robin ne correspond, au plus, qu'à une inflexion nouvelle dans la trajectoire des avancées techniques. Je reste convaincu que la véritable mutation date des années 1930.

Sinon comment expliquer les événements et surtout le grand krach de 1929 avec ses conséquences horribles : le chômage des années 1930 et le conflit mondial de 1939-1945⁵ ?

L'évolution

Il est vrai que toutes les avancées⁶ étaient dues au formidable pouvoir d'innovation du capitalisme libéral. Elles ont eu, à côté de suites heureuses, des résultats effroyables ; mais n'est-ce point le cas de tous les *outils auxiliaires* que l'être humain a imaginés ? En outre il est permis de se demander s'il y a une limite à cette expansion et si nous en approchons. Si l'innovation ne serait pas parvenue à son paroxysme et l'aurait dépassé.

Il est généralement admis que les grands scientifiques vivants sont aussi nombreux que tous ceux qui ont vécu avant eux. C'est une première explication à l'accélération que nous avons connue.

L'on peut affirmer aussi, à bon droit, que la distinction entre sciences pures et sciences appliquées ou entre sciences et techniques est de plus en plus faible. Tous les derniers prix Nobel scientifiques sont à leur manière des techniciens de haut niveau et leurs découvertes⁷ ont été, pour la plupart, suivies d'applications pratiques courantes. Beaucoup portent ou résultent de la construction d'un appareillage de mesure tel le prix Nobel 1992 de physique de Georges Charpak. Il devient de plus en plus difficile, d'ailleurs, de personnaliser les avancées et même de distinguer des étapes dans une évolution constante, au moins pour certaines disciplines. →

Le coût

Les travaux de pointe nécessitent de plus en plus d'appareillages complexes et coûteux. Ils ne peuvent se développer que dans des laboratoires somptueusement équipés, tel le Centre Européen de Recherche Nucléaire, près de Genève. Les équipes sont de plus en plus nombreuses et extrêmement spécialisées ou interdisciplinaires. Seules des entreprises puissantes, souvent multinationales, des Etats riches ou des groupes continentaux peuvent se permettre les investissements nécessaires. Le temps du petit inventeur *génial* est presque révolu, sauf pour les gadgets du Concours Lépine. C'est l'équipe la mieux pourvue en appareillage qui aboutit le plus vite. Il suffit de comparer la découverte de la pénicilline par Fleming qui ne date pourtant que de 1928 avec l'énormité des recherches actuelles sur le SIDA pour se rendre compte de la différence des fonds mis en jeu.

La dérive

Les intérêts en cause sont si puissants que des hommes de sciences réputés, tel le professeur Gallo, ont enfreint l'éthique pour s'approprier lui, son équipe ou ses commanditaires, la découverte du virus HIV, œuvre du professeur Montagnier et de ses collaborateurs. La recherche de pointe est de plus en plus chère pour des résultats de plus en plus faibles. Les savants ne sont moralement ni meilleurs ni pires que les autres hommes.

La science pure et désintéressée n'est plus qu'un souvenir. Le profit capitaliste est l'objectif primordial de beaucoup de savants. Il l'emporte quelquefois ou rivalise, chez eux, avec le besoin de notoriété. Les responsables de centres ou de laboratoires se transforment en groupes de pression pour obtenir des crédits de la part des décideurs privés ou publics. L'orientation des sciences échappe aux scientifiques. Dans ce contexte, l'intérêt général ne guide guère les directions de recherches. Les crédits d'Etat sont

dilapidés dans le domaine militaire. On estime que les fonds de recherche et développement d'armement constituent 50 % du budget RD aux Etats-Unis, 40 % en Grande-Bretagne, 35 % en France⁸. Encore qu'il soit très difficile dans certains cas, comme le nucléaire, de préciser la destination, civile ou militaire, des travaux accomplis.

La loi

Il n'est pas dans notre propos d'étudier ici les implications morales des derniers développements de la biologie humaine : mères porteuses, fécondation in-vitro, cryogénéisation de sperme, nature de l'embryon humain, etc. Toutes ces questions et d'autres font l'objet d'études approfondies dans tous les domaines et le législateur vient de prendre conscience qu'il convient de réglementer certaines activités où des dérives pourraient mener aux pires aberrations. Là aussi, nous estimons que la science ne peut être laissée aux mains des profiteurs de toutes natures.

Certains croient que seul le système capitaliste peut motiver les chercheurs et engendrer le progrès qui bénéficie finalement au plus grand nombre. Nous venons d'en voir les dangers.

L'orientation

Là, comme dans l'économie en général, le *laissez-faire, laissez-aller* n'est pas admissible. Encore moins aujourd'hui qu'hier, en raison de la puissance des instruments mis à la disposition des hommes. Renan déclarait : « *Le grand œuvre s'accomplira par la science, non par la démocratie* ». Nous pensons plutôt qu'il s'accomplira par la science au service de la démocratie ou par la démocratie au service de la science. Il faut pour cela que la technoscience redevienne la propriété collective qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être. Qu'elle retrouve sa destination première de patrimoine commun à tous. Seule une économie démocratique et plus distributive en sera l'instrument.

« *Parce que, selon le sage Salomon, sagesse⁹ n'entre point en âme malivale¹⁰ et science sans conscience n'est que ruine de l'âme* » affirmait Rabelais au XVI^e siècle. C'est de plus en plus la règle que l'homme doit se fixer s'il veut survivre. Depuis cinquante ans, son savoir physique nucléaire lui a donné le pouvoir de mettre fin à toute vie sur le globe. Bientôt la biologie va lui permettre de se remettre en cause lui-même. La paix, la solidarité, avec une économie démocratisée mise au service de ces valeurs lui sont indispensables. S'il ne le comprend pas à temps et si les humanités ne comblent pas rapidement leur retard sur le niveau de la technoscience, les jours de l'homme sur terre sont comptés.

— — —

1 . Voir la brochure "*L'économie libérée*", par M.-L. Duboin p. 9 et suivantes.

2 . Calculs réalisés sur la consommation d'énergie par habitant dans les pays les plus développés. L'homme à bras nus disposant d'une puissance de 75 W, soit une énergie de 270 kWh par an de 365 jours à 10 heures par jour ou aussi de 23 kg équivalents/pétrole.

3 . "*L'économie et le vivant*", par René Passet. Note p.244, éd. Payot 1983.

4 . éd. Seuil. Janvier 1989.

5 . De plus en plus de commentateurs reconnaissent que la "*crise de 1929*" n'a été résorbée que par la guerre. Consulter à ce sujet "*Comme en 1930*" par J.P. Mockers, professeur à l'Université de Nice. *Le Monde* du 22.6.93 et "*Peut-on sortir de la crise ?*" par Pierre Pascallon, professeur à l'Université de Clermont-Ferrand, éd. de l'Epargne 1993.

6 . Nous n'employons pas, à dessein, le mot *progrès* porteur d'un jugement de valeur.

7 . Nous n'employons pas, à dessein, le mot *invention* synonyme pour nous de *génération spontanée*. Or ces grandes découvertes ne sont pas des ruptures mais s'inscrivent dans un processus continu.

8 . "*Le progrès scientifique a-t-il un avenir ?*" France Culture 6.4.94. Lire aussi "*Le progrès scientifique*" de Nicolas Rescher, éd. "Presses Universitaires de France" 1993.

9 . Sagesse.

10 . De mauvaise volonté.

Je viens de découvrir par hasard votre journal dans le bureau de notre section syndicale. Ce dernier m'a laissée dans l'expectative. J'ignorais qu'une telle politique économique puisse être proposée et même publiée. Cependant, en y réfléchissant bien, dans le discours de certains hommes politiques actuels, il y a quelques idées (si peu...trop peu...) proches de l'économie distributive.

Je n'ai pas poursuivi de longues études, puisque je suis titulaire d'un seul diplôme, le CAP, qui était reconnu il y a plus de vingt ans, et qui de nos jours ne l'est plus (j'ai quarante ans.) Cela pour vous faire savoir qu'après avoir lu vos articles, j'étais étonnée de pouvoir les comprendre car souvent les journaux parlant d'économie sont imbuables (sauf pour les hommes politiques). Après ce constat j'ai souhaité fortement connaître mieux cette économie qui se veut distributive. J'ai envie, également d'étendre autour de moi sa distribution, de la faire connaître pour qu'elle vive, il faut qu'elle soit diffusée...

Lorsque nous parlons d'économie distributive entre collègues, ceux qui nous écoutent nous traitent de rêveurs, d'utopistes. Alors, je ne m'étonne plus, avec de tels propos, que la France et même l'Europe, en soient encore là, en 1994 !

Mme F P, Ambérieu en Bugey.

Réponse. Et combien, parmi ceux qui nous traitent d'utopistes, ont pris le soin d'étudier ce que nous proposons ?

Il y a aussi ceux qui assimilent nos thèses au totalitarisme. Même parmi nos lecteurs, combien y en a-t-il qui n'ont pas encore réfléchi à notre proposition de **contrat civique**, pourtant destinée à garder du "marché" ce qu'il a de bon, c'est-à-dire le maintenir pour qu'il reste à l'échelle humaine, pour que jouent le libre choix, la variété, la motivation et l'innovation :

Je suis tout à fait d'accord sur les objections de G.C.(N° 933)

concernant l'aspect collectiviste apparent de votre programme.... Vous condamnez en bloc l'économie de marché sans nuance ni exception... Or nous faisons tous de l'économie de marché lorsque, si nous apprécions les gâteaux, nous achetons ceux-ci chez le pâtissier qui en fait de bons, et non chez ses concurrents qui les font mauvais... Avez-vous pensé à la levée de boucliers que vous provoquez lorsque vous viendrez confisquer leur actuel tiroir-caisse pour le remplacer par votre système de cartes à puce... ? Sans le marché et la concurrence que vous condamnez, avez-vous pensé à ce que deviendra l'industrie automobile dans un marché ouvert à la production étragère ? Qu'est ce qui différenciera les marques ? Les acheteurs ne risquent-ils pas de ne se voir offrir sous peu qu'un seul modèle, une "Trabant" française, en quelque sorte ? La non possibilité de thésaurisation risque d'annihiler toute motivation à bien faire... Aussi seriez-vous bien inspirés de supprimer du résumé la fameuse phrase : "le compte du vendeur n'est pas

crédité de ce montant". Ces quelques mots horrifient les nouveaux lecteurs. Si vos idées ont tant de mal à passer dans l'opinion, ne cherchez pas plus loin.

J.B, Paris

Réponse. Le pâtissier que Jean Bourdette prend encore une fois en exemple pourra, en négociant son contrat civique, faire valoir que ses gâteaux sont bien meilleurs que ceux de ses concurrents, qu'il veut donc les vendre plus cher et recevoir un revenu supérieur à ceux de ses collègues. Mais notre correspondant n'a jamais pensé à ce que peut être le contrat civique, jamais il n'y fait la moindre allusion...

Quant à la monnaie avec laquelle on peut spéculer, qu'on peut placer pour qu'elle rapporte, cela s'appelle la monnaie capitaliste. Ce n'est pas, par définition, de la monnaie distributive.

La monnaie fondante apparaît comme une bonne chose pour ce qui concerne les besoins de la vie courante, se nourrir, se vêtir, se distraire. Mais comment faire pour

Poème en souvenir

Je crois bien superflu d'exprimer LA douleur
Quand frappe, inopiné, par surprise, un malheur.
Toute disparition arrache un être intime
A tous ceux qui l'aimaient. Aucun mot ne l'exprime.

Ce fut d'abord le maître aimé, Jacques Duboin,
Que soutint son épouse, efficace témoin
Du génial créateur, dont l'œuvre immarcescible
Offre à l'humanité le paradis possible.

Aujourd'hui, c'est le tour de Marguerite Euvrard,
Compagne qui veilla jalousement son art.

A La Grande Relève, à son équipe entière,
A toi, Marie-Louise, à ton mari, Jean-Pierre,
Je formule le vœu que notre grand journal
Continue à porter bien haut notre idéal...

Roland CARPENTIER
mai 1994.

Je tiens à remercier ici très vivement les nombreux lecteurs qui nous ont adressé tant de chaleureux messages de sympathie. Ces témoignages d'amitié nous sont allés droit au cœur.

M-L Duboin

les gros achats : logement, voiture, bateau de plaisance, qui nécessitent des sommes importantes ? Ne faudrait-il pas envisager deux monnaies ? Une qui s'annule pour les biens et les services nécessaires à la vie de tous les jours, une deuxième qui ne rapporte pas d'intérêts, mais qu'on puisse théoriser, emprunter, rembourser pour les grosses dépenses ?

La monnaie ne doit pas limiter les possibilités, les uns préfèrent investir dans les voyages et les distractions et les autres dans une jolie maison ou une belle voiture.

Les hommes sont et resteront différents dans leurs goûts et leurs aspirations, alors comment trouver l'unité dans la diversité ? Éviter l'uniformité qui empêche la liberté ?

R.G., Tonnavy-Charente

Réponse. Contrairement à la monnaie fondante de S. Gesell, qui perd une partie de sa valeur lorsqu'elle n'a pas été utilisée avant une date donnée, la monnaie distributive garde sa valeur tant qu'elle n'a pas été dépensée. Rien donc n'empêche quelqu'un d'en garder sur son compte en prévision d'un achat important. On peut envisager des achats à tempérament, mais sans intérêt. Une nouvelle législation devra pour cela mettre une limite raisonnable à l'endettement de chacun, afin que personne n'achète à la fois un château, quatre yachts et six Rolls, s'endettant au-delà de la fin de ses jours !

* * *

Je suis réaliste. Les inconditionnels de l'économie capitaliste, conservateurs et réactionnaires, n'admettront jamais qu'on puisse leur proposer un système et une doctrine qui aboutiraient à un parta-

ge plus équitable du travail et de la richesse. Accrochés à leurs privilèges dont ils jouissent au préjudice des autres, disposant des pouvoirs économiques et financiers, donc politiques, s'appuyant sur une police et une armée toutes dévouées à ces vieilles castes bourgeoises, ils continueront longtemps à exercer leur hégémonie sur une grande partie de la planète.

Cependant, cette société duale, avec le gâteau pour une minorité et les miettes pour les autres, qui génère le chômage, la pauvreté et l'exclusion, qui est grandement responsable de la délinquance, de la drogue et des suicides provoqués par le découragement et la désespérance, ne peut se pérenniser.

Au terme de sa déliquescence, il faudra bien trouver une alternative. C'est la raison pour laquelle je me rallie, sans arrière-pensées à vos propositions et que je pense qu'il faut les diffuser aussi largement que possible pour que, le moment venu, elles puissent être appliquées.

Restons donc vigilants, courageux et patients. Devant la gravité de la situation actuelle, on sent, chez nombre de personnes, une incontestable prise de conscience ; en tout cas, beaucoup plus de clairvoyance et de lucidité qu'il y a seulement quelques années. Ce sont des indices favorables et encourageants.

Merci de m'apporter chaque mois un peu de réconfort.

J.C., Pithiviers

Remarque. Nous ne demandons pas à vrai dire de partager un gâteau fixe, mais montrons qu'on peut l'agrandir à volonté, pour ceux qui n'ont rien.

* * *

En réponse à L.T., Le Cheylas (GR n° 933, page 13) :

Les Alliés de la Seconde Guerre Mondiale vont célébrer en grande pompe le 6 juin prochain le 50e anniversaire du débarquement allié qui devait permettre la libération de l'Europe du joug nazi. Soit.

Le 8 novembre 1942, les armées alliées débarquaient en Afrique du Nord, ce qui allait faciliter l'expulsion victorieuse des armées allemandes et italiennes de cette région du monde (Tunisie, Libye, Cyrénaïque) et permettre le débarquement allié en Sicile, en Corse et Provence, la sortie de l'Italie de l'axe Rome-Berlin et la chute du fascisme... autrement dit contribuer grandement à la victoire finale.

Or le 8 novembre 1992, le 50e anniversaire du débarquement allié en AFN n'a nullement inspiré nos médias, pas la moindre émission de télévision. Il est vrai que les organisateurs de cérémonies officielles se sont montrés d'une étonnante discrétion sur ce cinquante-

naire. Pourquoi ce silence ? Parce que l'Algérie, lieu du débarquement, est devenue depuis un pays indépendant ? Pourtant, dès la mi-novembre 1942, ses hommes (Arabes, Berbères, Kabyles, Pieds-Noirs, Français de métropole réfugiés) ont participé glorieusement aux combats de Tunisie, d'Italie, du Sud de la France et d'ailleurs. Pour l'anecdote, c'est même un certain adjudant Ahmed Ben Bella qui planta le drapeau tricolore sur les ruines fumantes de Monte Cassino. Cela gênerait-il de dire publiquement devant la descendance de ces combattants (Algériens notamment) : « Voyez-vous c'est aussi grâce à vos pères et grands-pères que la France et l'Europe ont été libérés du nazisme ! ».

G.C., Cannes

* * *

Jaurais beaucoup de faits à vous citer, ayant eu affaire au problème du RMI. Croyez bien que j'ai souffert du contexte social, non pas en tant que bénéficiaire, mais en tant que travailleur social.

Mme J.C., Castelsarrasin

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ

J.M. Forcade 70 - A. Guénin 70 - Mle Théric 150 - Mme Escurpeyrat 500 - F. Demeurie 70 - J. Célestin 50 - C. Monet 20 - A. Ciarloni 70 - Mle Clouet 100 - A. Dauteau 70 - J. Figarella 50 - Mme Hingant 200 - J. Julien 70 - P. Laville 70 - P. Legrand 45 - A. Pocard 70 - J. Donadio 70 - A. Rousseau 20 - J.Y. Bigot 70 - Mme Casanova 400 - F. Castille 10 - H. Hesto 270 - Mme Lahens 300 - G. Lecaille 170 - D. Mathieu 70 - R. Pélofi 50 - Anquetil 70 - A. Prime 200 - B. Lanza 50 - H. Richon 124 - Anonyme 200.

Total 3.749 F.

Merci à tous !

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME et Djémil KESSOUS

*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N° 57434.

diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	130 FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70 FF
Abonnement de soutien (2 n°).....	200 FF
Abonnement de propagande : 5 n°mensuels	250 FF
10 n°mensuels	350 FF
Europe.....	175 FF
(Par avion, nous consulter)	

Règlements :

par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

B.P. 108, 78110 LE VESINET

*Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.*

**La presse classique ne propose rien
pour en sortir,
offrez donc à vos amis
un abonnement à La Grande Relève !**

TÉLÉPHONE : les mardi et jeudi,

l'après-midi seulement, (16) 1 30 71 58 04

MINITEL 36 14 code CHEZ * REIN

♦ *Pour faire réfléchir autour de vous :*

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco). Une petite brochure à diffuser.

♦ *Pour votre réflexion personnelle :*

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails (Edition Syros, 85 F, franco).

♦ *Pour animer une discussion :*

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

par André PRIME, reproduisant le texte d'une conférence, dans le style de la conversation (20 F, franco).

♦ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses :*

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco), pour prendre rapidement connaissance de nos propositions.

♦ *Enfin une bande dessinée :*

« ET SI ON CHANGEAIT ? »

redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

**Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.**

**Ces deux pages de résumé sont disponibles sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.**

La traduction de ce tract en espéranto est également disponible, dans les mêmes conditions.

Résumé très succinct des thèses distributistes:

Depuis son apparition sur la terre, l'homme n'a cessé de chercher à réduire l'effort qu'il lui faut fournir pour assurer sa subsistance. Pour cela, il a d'abord inventé des outils. Puis il n'a cessé de les perfectionner. Lents au début, ces progrès ont dans les dernières décennies pris un caractère exponentiel, si bien que, dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés... Il a même découvert certains codes de la nature qui lui permettent de la commander, de la modifier, bref, de lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut. Cette **Grande Relève des Hommes par la Science**¹ dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation**, le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure : *le pouvoir d'achat ne peut plus être mesuré par la durée du travail*. Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations radicales du processus de création de biens et de services. C'est **ce qu'on appelle la crise**¹.

Les transformations sociales qu'impose l'adéquation du système économique actuel aux nouveaux moyens de création de richesses sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut donc aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Cette utopie, c'est l'économie distributive, qui pose en principe que toute production physiquement et écologiquement réalisable doit être réalisée et mise à la disposition de tous. La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange pouvoir d'achat *contre* temps de travail.

Une double réorganisation s'impose donc, celle du **devoir économique** et celle du **droit économique** de tout **citoyen**. D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques, et

d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut s'accroître en fonction des besoins.

Le partage des tâches devient le **service social**, que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses propres aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social", d'autres activités, non mesurables en termes économiques, sont, au moins, tout aussi fondamentales.

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte, dans une banque "nouveau régime," de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort. Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'une carte à puce ou d'un carnet de chèques, s'il préfère, et le montant de l'achat est déduit de son compte. Rien n'est donc changé pour le consommateur

Par contre, le compte du vendeur n'est pas crédité de ce montant : dès qu'un bien ou un service est parvenu à son consommateur, le crédit correspondant est annulé. **La monnaie distributive ne circule pas**, elle ne sert qu'à acheter, elle ne peut être placée pour rapporter un intérêt, elle n'est pas thésaurisable et elle **n'est plus anonyme**.

Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue, sinon plus simple, à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers. Il consiste, en gros, à évaluer, à partir des besoins manifestés par les consommateurs, la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes², des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant du "**revenu social**" total distribué est la différence entre la valeur de la production estimée pour la période considérée et la valeur des investissements nécessaires à la réaliser.

Considérant que tous les citoyens d'une même région (au sens large), puisqu'ils sont tous et au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin propo-

sait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**.

Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte qu'un tel objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

Diverses mesures transitoires ont donc été proposées³. L'*allocation universelle* ou le *revenu d'existence*, minimum alloué à tous, peut être considéré comme une transition vers l'économie distributive, destinée à faire évoluer les mentalités.

Mais pour avancer un peu plus dans cette voie, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté** déterminé à partir d'un contrat civique⁴ renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

Le contrat civique est destiné à stimuler l'initiative individuelle, l'innovation et l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, et surtout de faire reconnaître et valoir ses diverses activités⁵, même celles qui ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Simple définition de leur service social pour les uns, ou projet ambitieux de nouvelle activité pour d'autres, le contrat civique proposé par chaque citoyen (aidé au besoin) doit faire l'objet d'une publicité préalable, avant d'être présenté à des instances compétentes, au niveau adapté à l'envergure du projet (respectant le principe dit de *subsidiarité*), et composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, d'autres citoyens siégeant à titre personnel.

La **démocratie économique** sera réalisée, en économie distributive, par la remise à ces instances ou **Conseils Économiques**, du pouvoir de création monétaire, privilège actuellement détenu arbitrairement par les banques.

Nous avons rédigé quelques ouvrages pour vous permettre d'approfondir la réflexion sur ces propositions.

M-L D.

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

3. voir notre N° hors série de janvier 1992.

4. voir notre N°901.

5. lire *Les affranchis de l'an 2000*.